

EDITORIAL



Par Paul Paboef
Président de Démocratie & Projets 56
Secrétaire fédéral aux Elections

Coups bas contre les collectivités

Le projet de réforme territoriale, issue du rapport Balladur, la suppression de la Taxe professionnelle, annoncée sans concertation par le président de la République, semblent fondées sur des intentions louables : simplifier le millefeuille territorial, redonner de l'air aux entreprises. La réalité est moins réjouissante : pas besoin d'être un expert pour voir qu'il s'agit de deux coups bas contre les collectivités territoriales.

La réforme territoriale annonce comme objectif de simplifier tout ça, afin de faire des économies. Et en particulier de réduire le nombre des élus en créant les conseillers territoriaux qui siègeraient à la fois à la région et au département. En quelque sorte, il s'agit d'organiser le cumul des mandats. Quant au mode de scrutin envisagé, il est vicieux. Après avoir imaginé un machin qui aurait fait voter les villes à la proportionnelle et les campagnes au scrutin uninominal, il serait question d'un suffrage à un seul tour avec prime à la liste arrivée en tête : l'UMP ayant absorbé toute la droite rêve d'être en tête partout. Ainsi la Droite serait quasiment assurée de conserver indéfiniment de belles majorités.

Sur la suppression de la TP, le gouvernement se défend en affirmant qu'elle sera remplacée par une "cotisation économique territoriale" (voyez, ce n'est pas un impôt!) fondée sur le foncier bâti. Et le manque à gagner serait compensé par l'Etat (on sait qu'en ce moment, s'étant privé de recettes avec le bouclier fiscal, il a de l'argent à distribuer !). Personne n'y croit, pas même les élus de Droite. Ainsi, Jacques Pélissard, président de l'Association des Maires de France, député-maire UMP de Lons-le-Saunier, dénonce clairement le transfert de la fiscalité vers les ménages : "Actuellement, 51 % des impôts sont supportés par les entreprises et 49 % par les ménages. Avec la réforme, la part des ménages serait portée à 73 %".

Et ces jours-ci, la Droite va pilonner les régions en affirmant que leurs dépenses ("folles", bien sûr) sont des dépenses clientélistes. Parce qu'évidemment, tenir les engagements qu'on a pris devant les citoyens qui vous ont confié la gestion de la collectivité, c'est du clientélisme. En fait, il s'agit bien d'imposer aux collectivités de réduire le niveau de services. L'Etat démolit ses services publics, en transfère une bonne part vers les collectivités, et il s'apprête à les empêcher d'en assumer les responsabilités.

Blocage fiscal d'un côté, hold-up électoral de l'autre, vraiment de bonnes raisons de se mobiliser contre les projets du gouvernement Sarkozy.

Université de Berder Préparer l'avenir de la Bretagne

Fidèle à sa tradition et de l'aveu même des 150 participants, cette 9^{ème} université de Berder a été constructive, consensuelle, combative et conviviale. Fort du bilan de la majorité régionale, Jean-Yves Le Drian a sollicité la confiance des militants pour sa désignation comme tête de liste départementale et régionale aux élections de mars 2010 (vote du 1^{er} octobre). Avec Odette Herviaux et Gwendal Rouillard, il a également insisté sur l'implication des militants pour construire le projet breton et sur le nécessaire rassemblement de la Gauche bretonne dès le premier tour.



Près de 150 militants se sont réunis sur l'île de Berder, le samedi 19 septembre, pour travailler sur le modèle de développement breton dans la perspective des élections régionales de mars 2010. La séance plénière était animée par Jean-Yves Le Drian, entouré d'Odette Herviaux et Gwendal Rouillard.

Cette université, réunissant 150 participants, a débuté avec les interventions de :

- **Thierry Normand** - Secrétaire de la section de Vannes, qui a notamment formulé le vœu que ces régionales soient un véritable tremplin pour l'avenir de nos territoires, et que la représentativité locale soit à la hauteur du travail et des espoirs de la section de Vannes pour la construction des échéances suivantes,

- **Hélène Brus** - Secrétaire fédérale à la Formation, qui a mis au cœur de son intervention la formation avec un projet de plan à soumettre au Conseil fédéral s'adressant à tous les adhérents (élus, secrétaires et trésoriers de section, autres militants) sous la forme d'une université permanente composée de modules politiques et pratiques, mais aussi des temps de formation ponctuels dits "à la carte" (conférences, débats, tables rondes, formations pratiques d'animation, préparation

d'échéances électorales...).

- **Jean Paul Méheust**, de la section de Vannes et animateur de la journée, qui a souligné qu'une victoire se construisait dans le temps, collectivement et dans le plus large et fidèle rassemblement de la Gauche et que cette ambition devait s'appuyer, en plus d'une liste exigeante et reflétant toutes les richesses de notre région, sur trois éléments : un bilan, un projet, une mobilisation ; mais si le bilan du mandat qui s'achevait était flatteur, mobilisation et projet restaient deux conditions nécessaires au succès. Il a ensuite procédé à un rapide cadrage chronologique de la journée avec ses trois moments forts : Jean Ollivro, ateliers thématiques et échanges avec Jean-Yves Le Drian et Odette Herviaux.

Jean Ollivro - Géographe, a déroulé un exposé brillant, dense et accueilli très positivement par les participants. Ceux-ci souhaitaient d'ailleurs acheter son livre

"Projet Bretagne" dont la sortie est prévue le mois prochain.

La densité de l'exposé, adossé à la présentation de cartes, croquis et diagrammes, rend difficile le compte rendu. On peut toutefois retenir quelques idées fortes :

- une "maritimité" de la Bretagne en baisse avec un cordon littoral dont le coût du foncier empêche les acteurs de la mer d'y vivre voire de poursuivre leur activité, - décollant par partie du point précédant, une Basse Bretagne en décrochage par rapport à un Est breton plus prospère,

- une prospérité fragile et temporaire avec l'exemple de Rennes qui historiquement n'a jamais été aussi prospère que lorsque l'économie de l'arrière pays à l'Ouest se portait bien,

- un nécessaire développement des solidarités entre villes moyennes et territoires ruraux pour résister à la forte attraction des grandes métropoles, (...)

(La suite en page 2)

Vote le 1^{er} octobre dans toutes les sections

Les militants ayant adhéré avant le 31 mars 2009 sont invités à voter dans les sections, le jeudi 1^{er} octobre de 17h à 22h pour se prononcer sur :

- la désignation du premier des socialistes pour les élections régionales 2010
- le questionnaire national sur la rénovation du PS

Informations pratiques par courrier et en page 2 de ce numéro

Vote du 1^{er} octobre : modalités d'organisation

Les militants ayant adhéré avant le 31 mars 2009 sont invités à voter dans toutes les sections du Morbihan, le jeudi 1^{er} octobre de 17h à 22h (sauf dérogation).

Le vote portera sur :

- la désignation du premier des socialistes pour l'élection régionale de mars 2010 (seul candidat, Jean-Yves Le Drian a adressé une lettre aux militants sur ce sujet),
- le questionnaire soumis par le National sur la rénovation du PS (le bulletin de vote, comprenant 11 questions, a été adressé par courrier à l'ensemble des militants. Pour des raisons d'organisation nous vous conseillons de vous munir du questionnaire dûment rempli avant d'accéder au bureau de vote).

Pour pouvoir participer à ces deux consultations, nous rappelons qu'il faut être à jour de ses cotisations d'adhérent et d'élu pour l'année 2009 et les années antérieures, avec la possibilité de se mettre à jour le soir du vote.

Manifestation interprofessionnelle pour l'emploi le 7 octobre 2009

Dans la continuité des mobilisations interprofessionnelles unitaires engagées depuis octobre 2008, pour la défense de l'emploi et la lutte contre les inégalités, un nouveau rendez-vous est donné le mercredi 7 octobre (horaires et lieux de rendez-vous seront communiqués sur le site de la Fédération www.ps56.fr). Le 7 octobre est également la journée mondiale de mobilisation des travailleurs pour le travail décent, à l'appel de Confédération Syndicale Internationale.

Réouverture du siège de la Fédération à partir du lundi 28 septembre

La rénovation du nouveau siège de la Fédération étant sur le point d'être terminée, nous vous signalons que les bureaux seront ouverts au public à partir du lundi 28 septembre 2009.

Vous pouvez nous contacter par téléphone au 02 97 84 84 55 ou temporairement au 02 97 84 02 97 et bien sûr par courriel sur fede56@parti-socialiste.fr.

Pour nous écrire :

Fédération du Parti socialiste du Morbihan
77 boulevard Léon Blum
56100 LORIENT

Carnet rose

Tugdual - salarié de la Fédération, et son épouse Erell, sont heureux de vous annoncer la naissance de leur fils, Laouenn, le 18 septembre 2009.

FORMATION - BERDER

Université de Berder

Préparer l'avenir de la Bretagne (suite)

- une mise en perspective des conséquences et des réponses possibles face à une énergie plus rare et plus chère compte tenu de la position excentrée de la Bretagne et de l'utilisation massive du transport par camion,

- une proposition politique de cercle vertueux avec six éléments à ne pas dissocier : le citoyen, la gouvernance, l'entreprise, le social, l'environnement, le territoire.

Les ateliers thématiques ont constitué le deuxième temps fort de cette université. Exposés puis débats entre intervenants et participants ont débouché sur la mission confiée à ces ateliers : dégager pour chacun d'entre eux trois idées force.



Jean Ollivro a proposé son regard universitaire en introduction de la journée.

en particulier)
- Valoriser les patrimoines naturels et culturels en travaillant avec l'ensemble des acteurs environnementaux

Atelier C - Territoires : la gouvernance au service des équilibres

- Créer une plateforme régionale regroupant collectivités et acteurs socio-économiques afin de coordonner les efforts locaux et internationaux en matière de lutte contre le changement climatique
- Régionaliser les aides européennes avec pour priorité celles relevant des politiques communes (agriculture et pêche)
- Soutenir la coordination des politiques communautaires (communa-



L'atelier A avec, de gauche à droite, Michaël Quernez, Béatrice Le Marre, Claude Jahier (animatrice), Philippe Rouault et Daniel Moaligou.

Atelier A - Emploi : Consolider, diversifier et innover

- Optimiser l'aménagement du territoire pour favoriser l'accueil des entreprises et des personnes (infrastructures, réseaux, équipements socioculturels)
- Orienter la formation vers les nouveaux métiers (jeunes et formation tout au long de la vie)
- Développer une politique de solida-



L'atelier B sur l'écologie réunissait Serge Moëlo, Guillaume Gélinaud et Gérard Mével.

rité entre villes moyennes et territoires ruraux

Atelier B - Ecologie : entre stratégies locales et enjeux planétaires

- Mettre au cœur de la campagne régionale la problématique du développement durable et de la solidarité
- Agir plus sur la source que sur les conséquences afin de reconquérir la qualité de l'eau et tendre à une plus grande indépendance énergétique (énergies marines

L'atelier C sur le thème territoires et gouvernance, avec Martine Allais, Marc Legal (animateur) Simon Uzenat et Eric Régénermel.



tés de c o m - m u n e s , d'agglomération, urbaines) en matière d'aménagement avec la participation pleine et entière des populations locales

Le troisième temps fort a été la plénière avec Jean Yves Le Drian déterminé et disponible, Odette Herviaux armée de son sourire permanent qui masque une ironie parfois mordante sur la Droite et une

précision chirurgicale notamment sur son sujet de prédilection, l'agriculture et Gwendal Rouillard synthétique et pédagogue. Au-delà de l'annonce très bien accueillie selon laquelle Odette Herviaux avait été pressentie pour être directrice de

campagne de Jean-Yves Le Drian, une fois élu tête de liste aux régionales, s'est engagé un grand débat avec la salle. **A retenir de cet échange de deux heures :**

- rassembler la Gauche bretonne dès le premier tour dans une liste renouvelée et d'ouverture, rassemblement justifié compte tenu du bilan collectif de cette Gauche, une Gauche désunie générant a contrario l'incompréhension des électeurs,
- afficher ce bilan, la Gauche régionale ayant largement rempli le contrat signé avec tous les Bretons en mettant en œuvre l'ensemble des propositions du programme "Bretagne à Gauche, Bretagne pour tous" : par exemple avec la création de l'EPF (Etablissement Public Foncier) ou la construction de la BGV (Bretagne Grande Vitesse), et même au-delà du programme, dans l'exemplarité de l'engagement breton en matière de lutte contre le changement climatique tant au plan local qu'international avec, notamment, le formidable succès du premier sommet mondial des régions de Saint-Malo voici un an,
- enfin mettre en œuvre une campagne de militants s'appuyant sur un projet breton issu de quatre forums régionaux tenus au cours de l'automne et associant les Bretons à la réflexion sur les mutations du territoire. Autrement dit, le Breizh storming.

Jean Yves Le Drian n'a pu résister au plaisir d'égratigner la Droite sur divers sujets. A titre d'exemple :

- un président de la République qui prend des accents quasi marxistes sur les dérives du capitalisme (rapport Stiglitz),
- les maires de Vannes et de Vitry qui mènent un combat d'arrière garde pour empêcher la signature de l'EPF, retard très dommageable car une signature plus rapide eût été utile dans le règlement du dossier "Chaffoteaux et Maury" compte tenu d'une des missions de l'EPF : les reconversions industrielles,
- la recentralisation réduisant l'autonomie fiscale des collectivités alors que celles-ci restent le seul contre-pouvoir à la décision unilatérale d'un omni-président de la République.

La journée a fini comme elle avait commencé, avec le passeur et son petit bateau, reliant le continent à l'île de Berder. Dans la bonne humeur.

Jean-Paul Meheust

Statut de La Poste Prenons la parole...

Prenons la parole dans le cadre du débat sur l'avenir de La Poste et refusons une nouvelle fois la dégradation du service public. N'oublions pas que le fondement même des services publics est l'égal accès de tous les citoyens, sur l'ensemble du territoire, à la continuité et la neutralité du service. Les élus socialistes et communistes du Morbihan entendent se mobiliser ensemble.

Le changement de statut de la Poste va nécessairement altérer ce principe par la suppression d'effectifs et de nombreux bureaux de Poste dans des zones fragiles. Il peut aussi avoir comme conséquences la dégradation des conditions de travail à l'image de France-Télécom.

C'est l'un des rôles fondamentaux de la République française que ne cesse de remettre en cause le Président de la République et son équipe : après la suppression massive de personnels dans l'Education nationale, la suppression de tribunaux et la dégradation du service de la justice, la remise en cause du service public de santé et de l'hôpital, c'est au tour de La Poste.

C'est un pas de plus vers l'affaiblissement des services publics français. Nous devons nous mobiliser, chacun à son niveau, et demander le retrait de ce projet de loi sur la réforme du statut de la Poste.

Le 3 octobre, une "votation citoyenne" est organisée en France pour permettre aux citoyens de s'exprimer. Selon cette modalité ou autres (point presse, réunion, publique, tracts sur les marchés...), les élus socialistes et communistes appellent d'ailleurs à se mobiliser dans le Morbihan.

Comme Paul Paboeuf le rappelle, en tant que Président de Démocratie et Projets 56, nous souhaitons une Poste performante et moderne, capable de répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire.

L'Etat doit d'être le garant de cette équité territoriale. Disons le haut et fort. Revendiquons notre liberté, notre égalité et notre fraternité en exigeant le maintien de services publics auxquels tiennent les Français.

Nathalie Le Magueresse
Secrétaire fédérale
aux Services publics

Elus socialistes, communistes et républicains soutiennent la votation citoyenne du 27 septembre au 10 octobre

Dans un courrier commun adressé au élu, **Démocratie & Projets 56** (Union départementale des élus socialistes et républicains) et **l'Association des élus communistes et républicains**, à l'initiative de leurs présidents respectifs Paul Paboeuf et Daniel Gilles, appellent "tous leurs collègues élus locaux soucieux de la préservation des services publics dans leur collectivité à se mobiliser pour faciliter l'organisation de cette consultation du 27 septembre au 10 octobre prochain qui permettra à nos concitoyens de se prononcer contre la privatisation de la Poste. Tous ensemble, en défendant le Service Public postal, nous défendons nos concitoyens et nos territoires".

Réélection de Barroso à la présidence de la Commission européenne : réaction de Bernadette Vergnaud (16.09.2009)



Avec mes collègues socialistes français, j'ai voté aujourd'hui contre l'investiture de José Manuel Barroso, parce que je crois à une véritable Europe politique, qui ne peut se satisfaire d'une Commission inféodée aux desiderata et intérêts des grandes capitales.

De plus, M. Barroso n'a pas accédé aux demandes des socialistes européens : pas de véritable plan européen de relance, pas de pacte pour l'emploi, pas de réglementation et supervision efficaces des marchés financiers, et de plus aucun engagement clair sur une directive cadre protégeant les services publics.

Les conditions que nous avions posées n'étant pas remplies, j'estime qu'il fallait faire le choix d'un vote clair, choix cohérent avec mes prises de position affirmées pendant cinq ans et à l'occasion de la campagne des européennes, et fidèle à la parole donnée aux électeurs.

Colloque organisé par le Mouvement du Nid : "Prostitution et commerce du sexe : prévenir ou laisser faire ?"

Jeudi 22 octobre 2009
Hôtel de Rennes Métropole

4 rue Henri Fréville - Métro Clémenceau

Inscription à retourner au plus tard le jeudi 8 octobre 2009 à :

Mouvement du Nid - Délégation de Loire-Atlantique - 7 chaussée de la Madeleine - 44000 Nantes - Portable : 06 32 57 66 41
paysdeloire-44@mouvementdunid.org

Programme et infos sur :
www.mouvementdunid.org

Pétition pour un(e) Défenseur(e) des enfants indépendant

Suite aux projets de loi adoptés le 9 septembre dernier en Conseil des ministres relatif au nouveau Défenseur des droits, la Défenseure des enfants s'est fortement mobilisée afin de protéger l'indépendance et la visibilité de l'institution.

Si vous souhaitez soutenir cette action, un espace "coordination des soutiens pour un défenseur des enfants indépendant" a été créé. Tous ceux qui le souhaitent peuvent s'y inscrire.

Pour signer la pétition, rendez-vous sur :
www.defenseurdesenfants.fr/

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

L'Union européenne avec ou sans les Droits de l'Homme

En 2007 l'Union Européenne fête ses 50 ans. En 2008 La Déclaration des Droits de l'Homme avait 60 ans. L'Union Européenne est née de l'initiative de Robert Schuman, rêvant d'une union entre les pays européens pour une paix durable et une émancipation mutuelle dans le respect de la démocratie et des droits de l'homme.

En 1957, le Traité de Rome marqua le début de la CEE. Le début de cette union est économique. Il faut attendre le Traité de 1986 pour voir l'élargissement des compétences communautaires aux domaines de la recherche, du développement technologique, de l'environnement et de la politique sociale. L'Union Européenne est créée à la suite du Traité de Maastricht signé en 1992.

L'UE prend la suite du marché commun et de la communauté. Cette union repose sur 3 piliers :

- la communauté (CEE et Euratom, communauté européenne de l'énergie atomique)
- la coopération en matière de politique étrangère
- la coopération policière et judi-

ciaire en matière pénale.

Le Traité d'Amsterdam signé le 2 octobre 1997 affirme les principes de liberté, de démocratie et du respect des Droits de l'Homme. De nombreux citoyens européens souhaitent une Europe politique et sociale.

Comment pouvons-nous construire cette Europe souhaitée par ces citoyens si les Droits de l'Homme sont les grands oubliés de la construction européenne ? En France, des allégations ont fait état de mauvais traitements infligés par des agents police. Les procédures en vigueur pour les enquêtes et les poursuites contre les responsables de tels actes n'étaient pas conformes aux normes internationales. Le Comité des Droits de l'Homme a critiqué les conditions de détention des migrants en situation irrégulière.

Les informations recueillies en Belgique ont fait état de mauvais traitements et de recours excessifs à la force de la part de responsables de l'application des lois, notamment lors d'opérations d'expulsion

de migrants et de demandeurs d'asile déboutés. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a vivement critiqué les conditions d'hébergement dans les centres fermés pour migrants et demandeurs d'asile.

Cette année encore, en Lituanie, des agressions à caractère raciste et des pratiques discriminatoires visant les migrants non européens et la minorité Rom ont été signalées. Il n'existait toujours aucune loi traitant spécifiquement des violences à l'égard des femmes. Les autorités ne respectaient pas les droits des lesbiennes, des gays, des personnes bisexuelles et des transgenres et ne sanctionnaient pas les actes qui restreignaient leur droit à la liberté d'expression, de réunion et d'association pacifiques, ou qui leur déniaient purement et simplement ce droit.

Si nous voulons une Europe Politique et Sociale forte, nous devons intégrer le respect des Droits de l'Homme aux autres piliers de la construction européenne.

Fabien Raflik

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 25 septembre - Lorient
Inauguration du bâtiment des sciences - UBS

Samedi 26 septembre - Brest
Assises territoriales de la Région

Lundi 28 septembre - Pontivy
Comité régional de campagne

Jeudi 1er octobre - Lorient
Votes au sein du PS
Conseil municipal

Samedi 3 octobre - Lorient
Inauguration Ty Télé

Lundi 5 octobre - Pontivy
Comité régional de campagne

Actualité

Touche pas à ma Poste

Les postiers sont en grève à l'appel des organisations syndicales et des partis de gauche. Ils se battent justement contre une privatisation qui ne veut pas dire son nom et contre le démantèlement du service public déjà bien engagé, en particulier dans les zones rurales. Le gouvernement jure la main sur le cœur qu'il n'est absolument pas question de privatiser la Poste. Pensez-vous honnêtement que l'on peut faire confiance à un gouvernement qui n'a que le mot de rentabilité à la bouche ? Les exemples d'EDF, GDF et de France Télécom sont une parfaite illustration de la volonté de Nicolas Sarkozy de brader l'ensemble des services publics de notre pays pour les distribuer à ses nombreux amis qui n'attendent que cela. Seule une vive réaction des Français peut faire reculer le gouvernement, alors vous savez ce qu'il vous reste à faire. Autre sujet d'actualité qui nous concerne c'est le rapport de la Commission de Bruxelles sur les banques et en particulier sur les services qu'elles rendent à leurs usagers et ceci en violation des règles communautaires sur la protection des consommateurs. On en apprend de belles sur les banques françaises qui font partie du wagon de queue des banques européennes en matière de coûts de services rendus à leurs clients. Le gouvernement serait tout à fait en droit d'exiger une baisse de ces frais d'autant plus dans la période actuelle et son cortège de crises. On parie sur sa volonté de défendre tous les millions de petits clients qui enrichissent mois après mois leur banque pour la plus grande satisfaction des traders et des dirigeants de ces organismes. Pendant ce temps, les petits épargnants ruinés par les acrobaties financières, les entrepreneurs en panne de crédit, les salariés inquiets pour leur emploi se demandent comment ils vont sortir de la crise, une crise dont les banques sont très largement responsables. Une manière comme une autre de faire payer deux fois la note par les consommateurs.

Le Cormoran

Retour sur la session plénière

Le Conseil général du Morbihan s'est réuni en session plénière mardi 22 et mercredi 23 septembre. Le groupe de Gauche a notamment interpellé la majorité départementale sur la crise et sur la nécessaire mobilisation de la collectivité (insuffisante à son goût). Son Président, Hervé Pellois, a exprimé les regrets, les positions et les propositions de l'opposition. Voici quelques extraits de son intervention en ouverture de session.



Crise du lait

Le monde agricole est en colère. Il est en colère car son malaise ne trouve pas d'écho. L'ambiance au SPACE qui se tenait à Rennes la semaine passée était électrique. Le souhait exprimé de toute part pourrait être celui de chacun d'entre nous : vivre de son travail. Nous comprenons le désespoir de toute la profession. Nous ne pouvons au niveau départemental intervenir directement mais l'Etat et Bruxelles le peuvent. Il s'agit de renforcer les mécanismes de régulation de marché, de garantir le maintien de quotas laitiers plus réactifs permettant d'ajuster l'offre et la demande.

Réforme territoriale, fiscalité locale

Le projet de réforme de nos collectivités locales rejette les propositions consensuelles de nos représentants élus. Or les élus sont clairs, ils souhaitent une réforme qui prenne en compte la décentralisation pleine et entière avec des missions arrêtées par collectivités et compréhensibles par tous, des collectivités autonomes dans leurs décisions et responsables devant les citoyens avec une fiscalité adaptée, dynamique et juste.

(...) Les conseillers territoriaux risquent de devenir des hors sols, perdant l'accroche à leur territoire. Par ailleurs, la répartition des diverses compétences entre collectivités ne fait plus l'objet d'aucune information, mais... pas d'inquiétudes les arbitrages de la réforme "sont à l'Elysée" selon la formule désormais consacrée pour tout projet, du plus petit au plus grand. Le mode de scrutin des conseillers territoriaux est un des points de blocage, la répartition des compétences aussi sans doute !

Ce qui occupe également notre gouvernement actuellement est la réforme de la fiscalité locale. La particularité du projet présenté est une absence quasi-totale d'articulation entre l'as-

siette des nouveaux impôts locaux et les compétences de chaque strate de collectivités territoriales. Il n'y a pas non plus de dynamisme avéré des impôts transférés. De plus, des incertitudes importantes pèsent sur les modalités de compensation des pertes subies par les collectivités territoriales.

Comment peut-on affirmer que l'autonomie financière des collectivités territoriales assurée par la constitution est respectée alors que les départements et les régions sont dessaisis du droit de décider du taux de l'impôt ? Le projet actuel réduirait de 35% à 12% voire 10% la part des recettes des départements sur lesquels ceux-ci auraient une marge de manœuvre.

Retournée scolaire

La rentrée scolaire s'est effectuée avec la règle, appliquée à la lettre, du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. L'éducation nationale aura perdu 50 000 enseignants en 4 ans. Rude bilan pour un président qui voulait faire de l'école une priorité. Le Morbihan compte autant d'élèves dans ses 42 collèges publics que dans ses 47 collèges privés. Cette réalité départementale se traduit par des classes surchargées à 30 élèves par classe dans le public. Une dégradation des conditions d'apprentissages et d'enseignement pour les professeurs est ainsi tangible. Au collège, on constate cette année une augmentation des effectifs avec 33 406 collégiens accueillis soit 498 de plus que l'an passé. Les prévisions d'avril 2009 du rectorat de 209 collégiens supplémentaires ont ainsi été dépassées.

(...) Par ailleurs, nous nous étions émus en ces lieux à plusieurs reprises, et dernièrement en Juin, quant à l'aberration que constituait pour les jeunes handicapés scolarisés d'être privés de leur auxiliaire de vie scolaire en fin de contrat temporaire. Un décret a été pris dans l'urgence et permettrait de poursuivre le travail mené par les auxiliaires de vie par une coopération entre les associations et

l'éducation nationale. Cafouillage en haut lieu ou volonté de dessaisir les départements ? Le nouveau ministre crée 180 000 contrats aidés dans l'éducation nationale et le ministère du budget transfère la responsabilité de ces emplois au monde associatif. Mais les associations ne peuvent appliquer aux AVS leurs conventions collectives étant donné le faible financement accordé par l'éducation nationale.

RSA

Nous pensions également avoir un premier aperçu des inscriptions rSa. Les salariés qui travaillent à temps partiel, voire très partiel, ont-ils répondu présent au dispositif rSa ? Sur un plan national le rSa chapeau est d'une moyenne de 185€. Le nombre de personnes concernées représente 21% des dossiers déposés. Ou en est-on dans le Morbihan ?

A un moment où il est question d'étendre le rSa aux jeunes actifs de moins de 25 ans, il nous paraît essentiel de suivre avec attention la mise en œuvre de ce dispositif. Le chômage des jeunes a atteint au deuxième trimestre un niveau record avec une forte hausse sur la dernière année. Ce sont eux qui pâtissent le plus de la crise. Les contrats à durée déterminée et les emplois d'intérim, traditionnellement porte d'entrée dans la vie salariale pour les jeunes sont en chute libre. Vous aviez envisagé que notre département engage une expérimentation pour une réponse globale aux difficultés de la population jeune. Avez-vous pu avancer vos concertations avec Martin Hirsch à ce sujet ? Les nombreux jeunes, dont ceux qui ont terminé leurs études et qui se retrouvent actuellement en recherche de leur premier emploi et qui établissent un dossier rSa aimeraient très certainement que cette expérimentation voit le jour.

Autres dossiers évoqués : politique de la petite enfance, politique de l'habitat, développement durable et agenda 21 (discours complet disponible sur demande au siège de la Fédération).

Abonnez-vous au Rappel du Morbihan !

Couper à renvoyer à la Fédération du Parti socialiste - 77, Bd Léon Blum - 56100 Lorient

Nom : Prénom :

Adresse :

Abonnement pour 1 an : 20 €

Le Rappel
du Morbihan



Propriété de la Fédération
du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur
en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition :
77, bd Léon Blum - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14
■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701
Hennebont cedex ■

Rejoignez le Parti Socialiste

Nom : Prénom :

Adresse :

Téléphone : Courriel :

Je souhaite être invité aux réunions du Parti socialiste

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Parti Socialiste - 77, bd Léon Blum - 56100 Lorient • Tél. : 02 97 84 84 55

Télécopie : 02 97 84 82 14 • Courriel : fede56@parti-socialiste.fr

Site Internet : www.ps56.fr

